

C-28

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-28

An Act to amend the Financial Consumer Agency of Canada
Act

FIRST READING, NOVEMBER 30, 2011

MINISTER OF FINANCE

C-28

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-28

Loi modifiant la Loi sur l'Agence de la consommation en
matière financière du Canada

PREMIÈRE LECTURE LE 30 NOVEMBRE 2011

MINISTRE DES FINANCES

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to amend the Financial Consumer Agency of Canada Act*".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada* ».

SUMMARY

This enactment amends the *Financial Consumer Agency of Canada Act* to create the position of Financial Literacy Leader within the Agency. The Leader is to be appointed by the Governor in Council to exercise leadership at the national level to strengthen the financial literacy of Canadians. The amendments also provide for the other powers, duties and functions of the Financial Literacy Leader.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada* afin de créer le poste de chef du développement de la littératie financière au sein de l'Agence. Celui-ci est nommé par le gouverneur en conseil et assume un rôle de premier plan à l'échelon national en ce qui a trait au renforcement de la littératie financière des Canadiens. Les modifications précisent aussi les autres attributions du chef du développement de la littératie financière.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-28

PROJET DE LOI C-28

An Act to amend the Financial Consumer Agency of Canada Act

Loi modifiant la Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Financial Literacy Leader Act*.

1. *Loi sur le chef du développement de la littératie financière.*

Titre abrégé

5

2001, c. 9

FINANCIAL CONSUMER AGENCY OF CANADA ACT

LOI SUR L'AGENCE DE LA CONSOMMATION EN MATIÈRE FINANCIÈRE DU CANADA

2001, ch. 9

2. Section 2 of the *Financial Consumer Agency of Canada Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

2. L'article 2 de la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“Financial Literacy Leader”
« chef du développement de la littératie financière »

“Financial Literacy Leader” means the person appointed under section 4.1.

10 « chef du développement de la littératie financière » La personne nommée en application de l'article 4.1.

« chef du développement de la littératie financière »
“Financial Literacy Leader”

3. Subsection 3(2) of the Act is amended by striking out “and” at the end of paragraph (e), by adding “and” at the end of paragraph (f) and by adding the following after paragraph (f):

3. Le paragraphe 3(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit :

15

(g) collaborate and coordinate its activities with stakeholders to contribute to and support initiatives to strengthen the financial literacy of Canadians.

g) de collaborer avec les intéressés au développement et au soutien d'initiatives visant à renforcer la littératie financière des Canadiens et, à cette fin, de coordonner ses activités avec les leurs.

20

4. The heading before section 4 of the Act is replaced by the following:

COMMISSIONER OF AGENCY AND
FINANCIAL LITERACY LEADER

5. The Act is amended by adding the following after section 4:

4.1 (1) The Governor in Council shall appoint an officer to be called the Financial Literacy Leader who shall act under the instructions of the Commissioner.

(2) The Financial Literacy Leader holds office during pleasure for a term of not more than five years.

(3) The Financial Literacy Leader, on the expiry of any term of office, is eligible to be re-appointed for a further term of office.

(4) In the event of the absence or incapacity of the Financial Literacy Leader, or if the office of Financial Literacy Leader is vacant, the Minister may appoint a qualified person to exercise the powers and perform the duties and functions of the Financial Literacy Leader, but no person may be so appointed for a term of more than 90 days without the approval of the Governor in Council.

(5) The Financial Literacy Leader shall be paid the remuneration fixed by the Governor in Council.

(6) The Financial Literacy Leader and any person appointed under subsection (4) are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in the course of performing their duties while absent from their ordinary place of work.

(7) The Financial Literacy Leader and any person appointed under subsection (4) are deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

4. L'intertitre précédant l'article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

COMMISSAIRE DE L'AGENCE ET CHEF
DU DÉVELOPPEMENT DE LA LITTÉRATIE
FINANCIÈRE

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 4, de ce qui suit :

4.1 (1) Le gouverneur en conseil nomme le chef du développement de la littératie financière, qui se conforme aux directives du commissaire.

(2) Le chef du développement de la littératie financière occupe sa charge à titre amovible pour un mandat maximal de cinq ans.

(3) Son mandat est renouvelable plus d'une fois.

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du chef du développement de la littératie financière ou de vacance de son poste, ses attributions peuvent être confiées à une personne compétente nommée par le ministre; cependant l'intérim ne peut dépasser quatre-vingt-dix jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.

(5) Le chef du développement de la littératie financière reçoit la rémunération que fixe le gouverneur en conseil.

(6) Le chef du développement de la littératie financière et toute personne chargée de l'intérim en vertu du paragraphe (4) sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel de travail.

(7) Le chef du développement de la littératie financière et toute personne chargée de l'intérim en vertu du paragraphe (4) sont réputés faire partie de la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et faire partie de l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Appointment of
Financial
Literacy Leader

Tenure of office
and removal

Further terms

Absence or
incapacity

Remuneration

Expenses

Deemed
employment

5 Nomination du
chef du
développement
de la littératie
financière

10 Mandat et
révocation

Nouveau mandat

15 Absence ou
empêchement

20 Rémunération

25 Frais

30 Statut

6. The heading before section 5 of the Act is replaced by the following:

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF COMMISSIONER AND OF FINANCIAL LITERACY LEADER

7. The Act is amended by adding the following after section 5:

5.01 The Financial Literacy Leader shall exercise leadership at the national level to strengthen the financial literacy of Canadians. He or she may carry on any activity that he or she considers necessary in furtherance of that purpose, within the objects described in sub-section 3(2).

8. (1) Subsection 5.1(1) of the Act is replaced by the following:

5.1 (1) The Minister may give a written direction to the Agency if he or she is of the opinion that it can strengthen consumer protection and the public's confidence in that protection or enhance the financial literacy of Canadians.

(2) Subsection 5.1(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Compliance by the Agency with a direction is deemed to be in its best interests.

9. Subsection 6(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Par dérogation au paragraphe (1), le commissaire peut occuper tout autre poste ou exercer toutes autres fonctions, à titre gratuit, sous l'autorité ou au service de Sa Majesté.

10. The Act is amended by adding the following after section 6:

6.1 (1) The Financial Literacy Leader shall engage exclusively in the duties and functions of the Financial Literacy Leader referred to in section 5.01.

6. L'intertitre précédant l'article 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

ATTRIBUTIONS DU COMMISSAIRE ET DU CHEF DU DÉVELOPPEMENT DE LA LITTÉRATIE FINANCIÈRE

7. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit :

5.01 Le chef du développement de la littératie financière assume un rôle de premier plan à l'échelon national en ce qui a trait au renforcement de la littératie financière des Canadiens; il peut à cette fin exercer toutes les activités qu'il estime nécessaires dans le cadre du paragraphe 3(2).

8. (1) Le paragraphe 5.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

5.1 (1) Le ministre peut donner des instructions écrites à l'Agence, s'il est d'avis que celles-ci peuvent soit renforcer la protection des consommateurs et la confiance du public quant à cette protection, soit améliorer la littératie financière des Canadiens.

(2) Le paragraphe 5.1(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) L'Agence est réputée agir dans son propre intérêt supérieur lorsqu'elle se conforme aux instructions.

9. Le paragraphe 6(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Par dérogation au paragraphe (1), le commissaire peut occuper tout autre poste ou exercer toutes autres fonctions, à titre gratuit, sous l'autorité ou au service de Sa Majesté.

10. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 6, de ce qui suit :

6.1 (1) Les attributions du chef du développement de la littératie financière prévues à l'article 5.01 sont incompatibles avec toutes autres fonctions.

Powers, duties and functions of Financial Literacy Leader

2010, c. 12, s. 1853

Minister's direction

2010, c. 12, s. 1853

Best interests

Exception

Duties and functions of Financial Literacy Leader generally

5 Attributions du chef du développement de la littératie financière

2010, ch. 12, art. 1853

Instructions du ministre

2010, ch. 12, art. 1853

Intérêt supérieur de l'Agence

Exception

35 Incompatibilité de fonctions : chef du développement de la littératie financière

Other duties	(2) Despite subsection (1), the Financial Literacy Leader may hold any other office under Her Majesty or perform any other duties for Her Majesty, but not for reward.	(2) Par dérogation au paragraphe (1), le chef du développement de la littératie financière peut occuper tout autre poste ou exercer toutes autres fonctions, à titre gratuit, sous l'autorité ou au service de Sa Majesté.	Exception
2007, c. 29, s. 154	11. Subsection 13(3) of the Act is replaced by the following:	11. Le paragraphe 13(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2007, ch. 29, art. 154
Payment for activity	(3) If the <u>Agency</u> carries on any activity in furtherance of an object described in paragraph 3(2)(d), (e) or (g) on the <u>Minister's</u> recommendation, the Minister may on terms and conditions approved by the Treasury Board, in any fiscal year, make a payment out of the Consolidated Revenue Fund to the Agency for the purposes of the activity.	(3) Si l' <u>Agence</u> , sur la recommandation du ministre, exerce des activités en vue de la réalisation des objectifs visés aux alinéas 3(2)d), 10 e) ou g), ce dernier peut, au cours d'un exercice, conformément aux modalités approuvées par le Conseil du Trésor, payer une somme sur le Trésor à l'Agence pour financer ces activités.	Paiement pour activités
Assessment for financial literacy	(4.1) The Commissioner may, during a fiscal year, impose an assessment against any financial institution to cover some or all of the expenses related to initiatives to strengthen the 20 financial literacy of Canadians.	(4.1) Le commissaire peut, au cours d'un exercice, établir une cotisation à l'égard d'une institution financière pour le paiement, en tout 20 ou en partie, des dépenses liées aux initiatives visant à renforcer la littératie financière des Canadiens.	Cotisation pour la littératie financière
No liability	13. Section 33 of the Act is replaced by the following:	13. L'article 33 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	25
No liability	33. No action lies against Her Majesty, the Minister, the Commissioner, <u>the Financial 25 Literacy Leader</u> , any Deputy Commissioner, any officer or employee of the Agency or any person acting under the direction of the Commissioner for anything done or omitted to be done in good faith in the administration or discharge of any powers or duties that under any Act of Parliament are intended or authorized to be executed or performed.	33. Sa Majesté, le ministre, le commissaire, <u>le chef du développement de la littératie 25 financière</u> , les commissaires adjoints, les dirigeants et employés de l'Agence, de même que les personnes exécutant les directives du 30 commissaire, bénéficient de l'immunité judiciaire pour les actes ou omissions commis de bonne foi dans l'exercice — autorisé ou requis — des attributions que leur confère une loi fédérale.	Immunité judiciaire
	14. Section 34 of the Act is amended by striking out "and" at the end of paragraph 35 (a), by adding "and" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):	14. L'article 34 de la même loi est modifié 35 par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :	35
	(c) its collaboration with stakeholders, and the coordination of its activities with those of 40 stakeholders, to contribute to and support initiatives to strengthen the financial literacy of Canadians.	c) à sa collaboration avec les intéressés quant au développement et au soutien d'initiatives 40 visant à renforcer la littératie financière des Canadiens, et à la coordination, à cette fin, de ses activités avec les leurs.	

COORDINATING AMENDMENT

DISPOSITION DE COORDINATION

Bill S-5

15. If Bill S-5, introduced in the 1st session of the 41st Parliament and entitled the *Financial System Review Act*, receives royal assent, then, on the first day on which both section 220 of that Act and section 5 of this Act are in force, section 33.1 of the *Financial Consumer Agency of Canada Act* is replaced by the following:

Not compellable

33.1 The Commissioner, the Financial Literacy Leader, any Deputy Commissioner, any officer or employee of the Agency or any person acting under the instructions of the Commissioner, is not a compellable witness in any civil proceedings in respect of any matter coming to their knowledge as a result of exercising any of their powers or performing any of their duties or functions under this Act or the Acts listed in Schedule 1.

Projet de loi S-5

15. En cas de sanction du projet de loi S-5, déposé au cours de la 1^{re} session de la 41^e législature et intitulé *Loi sur la révision du système financier*, dès le premier jour où l'article 220 de cette loi et l'article 5 de la présente loi sont tous deux en vigueur, l'article 33.1 de la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada* est remplacé par ce qui suit :

10 Non-assignation

33.1 Le commissaire, le chef du développement de la littératie financière, les commissaires adjoints et les dirigeants et employés de l'Agence, de même que les personnes exécutant les directives du commissaire, ne sont pas des témoins contraignables dans le cadre de toute procédure civile en ce qui touche les questions venues à leur connaissance dans l'exercice des attributions que leur confère la présente loi ou toute loi mentionnée à l'annexe 1.

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

*Financial Consumer Agency of Canada Act**Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada*

Clause 2: New.

Article 2: Nouveau.

Clause 3: Relevant portion of subsection 3(2):

Article 3: Texte du passage visé du paragraphe 3(2):

(2) The objects of the Agency are to

(2) L'Agence a pour mission :

Clause 4: Existing text of the heading:

Article 4: Texte de l'intertitre :

COMMISSIONER OF AGENCY

COMMISSAIRE DE L'AGENCE

Clause 5: New.

Article 5: Nouveau.

Clause 6: Existing text of the heading:

Article 6: Texte de l'intertitre :

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF THE COMMISSIONER

ATTRIBUTIONS DU COMMISSAIRE

Clause 7: New.

Article 7: Nouveau.

Clause 8: Existing text of subsection 5.1(1):

Article 8: (1) Texte du paragraphe 5.1(1):

5.1 (1) The Minister may give a written direction to the Commissioner if the Minister is of the opinion that it can strengthen consumer protection and the public's confidence in that protection or enhance the public's financial literacy.

5.1 (1) Le ministre peut donner des instructions écrites au commissaire, s'il est d'avis que celles-ci peuvent renforcer la protection des consommateurs ou la confiance du public quant à cette protection ou améliorer la littératie financière de celui-ci.

(2) Existing text of subsection 5.1(3):

(2) Texte du paragraphe 5.1(3):

(3) The Commissioner's compliance with a direction is deemed to be in the best interests of the Agency.

(3) Le commissaire est réputé agir dans l'intérêt supérieur de l'Agence lorsqu'il se conforme aux instructions.

Clause 9: Existing text of subsection 6(2):

Article 9: Texte du paragraphe 6(2):

(2) Despite subsection (1), the Commissioner may hold any other office under Her Majesty or perform any other duties for Her Majesty, but not for reward.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), le commissaire peut occuper un autre poste ou exercer d'autres fonctions, à titre gratuit, sous l'autorité ou au service de Sa Majesté.

Clause 10: New.

Article 10: Nouveau.

Clause 11: Existing text of subsection 13(3):

Article 11: Texte du paragraphe 13(3):

(3) If the Commissioner carries on any activity in furtherance of an object described in paragraph 3(2)(d) or (e) on the recommendation of the Minister, the Minister may on terms and conditions approved by the Treasury Board, in any fiscal year, make a payment out of the Consolidated Revenue Fund to the Agency for the purposes of the activity.

(3) Si le commissaire, sur la recommandation du ministre, exerce des activités en vue de la réalisation des objectifs visés aux alinéas 3(2)d) ou e), ce dernier peut, au cours d'un exercice, conformément aux modalités approuvées par le Conseil du Trésor, payer une somme sur le Trésor à l'Agence pour financer ces activités.

Clause 12: New.

Article 12: Nouveau.

Clause 13: Existing text of section 33:

Article 13: Texte de l'article 33 :

33. No action lies against Her Majesty, the Minister, the Commissioner, any Deputy Commissioner, any officer or employee of the Agency or any person acting under the direction of the Commissioner for anything done or omitted to be done in good faith in the administration or discharge of any powers or duties that under any Act of Parliament are intended or authorized to be executed or performed.

33. Sa Majesté, le ministre, le commissaire, les commissaires adjoints, les dirigeants et employés de l'Agence, de même que les personnes exécutant les directives du commissaire, bénéficient de l'immunité judiciaire pour les actes ou omissions commis de bonne foi dans l'exercice — autorisé ou requis — des pouvoirs et fonctions conférés par une loi fédérale.

Clause 14: Relevant portion of section 34:

34. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament, not later than the fifth sitting day of that House after September 30 next following the end of each fiscal year, a report showing the operations of the Agency for that year and describing

Article 14: Texte du passage visé de l'article 34 :

34. Chaque année, le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement, au plus tard le cinquième jour de séance de celle-ci après le 30 septembre, le rapport faisant état des activités de l'Agence pour l'exercice précédent ainsi que des conclusions d'ordre général de celle-ci sur la situation en ce qui a trait, pour cet exercice :

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

En case de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>